après, l'abandon de la propagande purement culturelle pour passer à l'action de masse, détacha les éléments nationalistes qui étaient contre la dictature du prolétariat, pour la démocratie (Chen Gun-Po, Dai Chi-Tao, ec...). En juin 1921, à Changhai, les délégués de sept groupes (qui comptaient 60 à 70 membres) créèrent le parti communiste chinois, naturellement illégal. En mai 1922, à Canton, le premier Congrès de la Fédération de la Jeunesse socialiste donna son adhésion à l'Internationale des Jeunesses Communistes.

Au début, le mouvement communiste était numériquement très peu nombreux et composé, en grande majorité, d'éléments intellectuels. Il se donnait pour but le mot d'ordre abstrait de la soviétisation de la Chine. Il se limitait à diffuser de la littérature bolchévique ou à l'étudier dans des groupes fermés se trouvant en dehors de la lutte réelle de la Chine, sans aucun contact avec les masses ouvrières et encore moins avec les paysans, couvrant du manteau de l'illégalité sa non-participation aux mouvements de classe. Le problème fondamental qui s'imposa immédiatement aux communistes était celui de fixer leur position vis-àvis du mouvement national et de déterminer leurs rapports avec le Kuomintang. Déjà, en 19121, des délégués du Kuomintang avaient participé au Congrès des travailleurs de l'Extrême Orient qui avait été convoqué à Irkutsk par l'I. C., comme pendant au Congrès du proche Orient, convoqué en 1920 à Bakou. En août 1922, à la Conférence de Hang Tchéou (province de Tché-Kiang), le représentant du Comintern Maring (c'est-à-dire le « trotskiste » actuel Sneevliet) imposa l'adhésion au Kuomintang en soutenant « qu'il ne s'agissait pas d'un parti de la bourgeoisie, mais d'un parti commun de classes diverses dans lequel le parti du prolétariat devait entrer pour pousser la révolution sociale », position qui devait aboutir au mot d'ordre du bloc des quatre classes: de la grande bourgeoisie, de la petite bourgeoisie, de la paysannerie et du prolétariat, avec le rôle dirigeant... de la bourgeoisie. On commençait, dès lors, la politique de la réorganisation du Kuomintang et de la collaboration de celui-ci avec la Russie, surtout sur les bases d'une aide matérielle et d'une étroite collaboration militaire trouvant son expression dans la mission de Borodine et de Galine en Chine. Les événements de mai 1925 à Changhai, provoqués par les fusillades de la police anglaise sur des manifestations d'étudiants et d'ouvriers, qui donnèrent naissance non seulement à une poussée du mouvement nationaliste dans toute la Chine, mais aussi à l'épanouissement du mouvement ouvrier, éveillèrent la bourgeoisie chinoise qui, devant le danger d'une intervention directe du prolétariat, modifia ses positions au cours des événements ultérieurs. Si, au premier moment, il y eut une rupture entre l'aile droite du Kuomintang, qui exprimait les intérêts de la grande bourgeoisie avec ses tendances de collaboration avec les impérialismes, et la gauche qui exprimait les intérêts de la moyenne et de la petite bourgeoisie, en réalité, l'ensemble des couches bourgeoises s'orientèrent vers une politique de compromission, orientation favorisée par la formation, au sein de la gauche bourgeoise, d'un centre qui s'orienta vers la droite pour barrer la route au prolétariat et se préparer à la contre-révolution; c'est le centre où, autrement dit, la « nouvelle droite » comme on l'appela (avec comme théoricien l'ancien communiste Dai Chi-Tao et le « bras armé » Chank Kei-Chek) qui exécuta, en mars 1926, le coup d'Etat de Canton dirigé surtout contre les communistes. Mais l'I. C. était contre toute rupture avec le Kuomintang pour mettre quand même toutes les forces du prolétariat aux côtés de la naissante dictature militaire de Chank Kei-Chek afin de renforcer le gouvernement de Canton transporté par après à Wouhang, et afin de soutenir « l'expédition du Nord » contre Chang Tso-Lin. Le prolétariat continua ainsi à rester sous la direction de la bourgeoisie et, comme s'exprima le représentant de l'I. C., les communistes ne devaient pas lancer le mot d'ordre des Soviets, mais faire « un travail de **coolies** » pour le Kuomintang. Même après « l'expédition vers le Nord », qui élargit les pouvoirs du gouvernement nationaliste de la région de Canton à Changhai, et qui provoqua aussi le développement du mouvement ouvrier et paysan, s'exprimant par ces chiffres: 2,830,000 ouvriers organisés au Congrès syndical de juin 1927 et 9 millions de paysans adhérents aux organisations paysannes (nous faisons, bien entendu, toutes nos réserves sur ces chiffres), l'I. C., qui avait alors une déléga-

tion sur les lieux, continua à considérer le Kuomintang comme l'organe de la révolution nationale chinoise. Les communistes allaient aux masses sous le nom et la bannière du Kuomintang. Cette politique aboutit, en mars 1927, à l'entrée des communistes dans le gouvernement national. Ils reçurent le portefeuille de l'Agriculture (après que le parti se soit prononcé contre toute révolution agraire et pour « arrêter l'action trop vigoureuse des paysans ») et celui du Travail, afin de mieux canaliser les masses ouvrières vers une politique de compromis et de trahison. Le plénum de juillet du P. C. C. se prononça d'ailleurs également contre la confiscation de la terre, contre l'armement des ouvriers et des paysans, c'est-à-dire pour la liquidation du parti et des mouvements de classe des ouvriers, pour la sujétion absolu au Kuomintang, afin d'éviter à tout prix la rupture avec ce dernier. Pour cette politique criminelle, tous étaient d'accord: de la droite avec Peng Chou Chek, du centre avec Tchen Du-Siou et de la soi-disant gauche avec Tsiou Tsiou-Bo. Malgré toutes ces concessions, la rupture avec le Kuomintang survint à la fin de juillet 1927, quand le gouvernement de Wouhang exclut les communistes du Kuomintang en ordonnant leur arrestation.

***

Après la révolution de 1911, le mouvement syndical se développa rapidement. A côté des anciennes guildes qui groupaient des artisans et des apprentis, on constitua, dans certains centres industriels, les premiers syndicats ouvriers. Mais ce fut surtout la guerre mondiale qui, avec la diminution des importations, provoqua le développement de l'industrie indigène et, en conséquence, un accroissement de la classe ouvrière. Au premier moment, il n'y eut aucune séparation claire entre le mouvement ouvrier et nationaliste, parce que le Kuomintang avait tout intérêt à rechercher l'appui des ouvriers pour son agitation contre l'impérialisme étranger, particulièrement le Japon.

Les premières grèves de 1919-1922 eurent lieu essentiellement dans les entreprises étrangères. Les luttes économiques des ouvriers chinois renforçaient ainsi, en dernière analyse, l'industrie chinoise et appuyaient le mouvement nationaliste. De là, une neutralité bénévole de la naissante bourgeoisie industrielle et l'appui des étudiants nationalistes à ces luttes ouvrières. A cette époque appartient la grève des marins de février 1922 qui, avec l'appui du Kuomintang, paralysa complètement les ports anglais de Hong-Kong. A la fin de 1922, les ouvriers organisés étaient de 300,000 environ, groupés autour d'un Secrétariat pan-Chinois se trouvant à Changhai.

Mais, dès la fin de 1922, la situation changea, des grèves de développèrent dans des entreprises chinoises. Cela modifia évidemment l'attitude de neutralité de la bourgeoisie indigène. Déjà en octobre 1922, contre les mineurs de Tan-Chang, fut employée l'armée, mais ce fut surtout Wu-Pei Fou qui, en février 1923, écrasa, avec une violence inouïe, la grève des cheminots de la ligne Pékin-Hankon, ce qui déclancha une vague de réaction dans toute la Chine.

En Chine septentrionale et centrale, le mouvement ouvrier fut réduit à l'illégalité absolue ou à la semi-illégalité. Ce fut seulement à Canton, où Sun Yat-Sen était au pouvoir et en opposition avec les clans militaires du reste de la Chine, que le mouvement ouvrier eut la garantie de la liberté syndicale.

Les événements qui suivirent les fusillades de mai 1925, influèrent grandement sur le développement du mouvement syndical. En juin 1925 commence la grève générale à Canton et Hong-Kong qui se transforma en blocus de Hong-Kong et qui dura vingt mois, c'est-à-dire jusqu'en avril 1927, date à laquelle il fut brisé par la trahison des nationalistes. Au troisième Congrès syndical tenu en mai 1926 à Canton étaient représenté 1,274,000 ouvriers. Après l'avance vers le nord, quand fut tenu, en juin 1927, à Hankow, son 4e Congrès, l'Union Ouvrière pan-chinoise déclarait grouper 2,900,000 organisés. Mais si l'on soumet à une brève analyse ces chiffres, on peut constater que cette Union pan-chinoise existait seulement sur le papier et avait peu de contacts et surtout peu d'influence directive sur les Unions ouvrières locales. Seulement les marins, les cheminots et les postiers étaient organisés à l'échelle nationale. Réellement sous l'influence communiste ne se trouvaient